



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Affaire suivie par : Denis DOUSSON
Tél : 04.77.43.53.53
Courriel : denis.dousson@developpement-durable.gouv.fr

Saint-Étienne, le 30/08/2024

Réf : UID4243-EAR-024-147

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

ÉTABLISSEMENT ZINQ Loire

à LA GRAND-CROIX

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société ZINQ Loire
Suite donnée au dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives à la Transformation des métaux ferreux (11.2022 ; FMP)

Réf. : Courrier du 15.12.2023, reçu le 27.12.2023 (n/réf : UID4243-EAR-23-431), transmettant :

[1] Dossier de réexamen (DDR) du 11.12.2023 (réf. : FZLO-LV-DOSSIER-REEXAMEN-RAP-2023) ;

[2] Rapport de base (RdB) du 12.09.2023 (réf. : E14Q5/23/462) .

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Adresse de l'établissement : ZINQ Loire
801, rue de la Rive
ZI la Peronniere
42 320 LA GRAND-CROIX

Code AIOT : 0006103351

I. INTRODUCTION

I.1. Généralités IED et objet du rapport

La Directive relative aux émissions industrielles (Industrial Emissions Directive « IED » n°2010/75/EU) définit au niveau européen une approche intégrée de la prévention et de la réduction des pollutions émises par les installations industrielles et agricoles entrant dans son champ d'application. Ses principes directeurs sont :

- le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD) ;
- le réexamen périodique des conditions d'autorisation ;
- la remise en état du site dans un état au moins équivalent à celui existant avant la mise en service.

Cette réglementation concerne les installations considérées comme étant les plus polluantes, classées au titre des rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication de la décision concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relative aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

L'article R.515-70-I du code de l'environnement prévoit que les prescriptions des arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

Par ailleurs, l'article L. 515-30 du code de l'environnement prévoit que « *l'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31* ».

Le site n'ayant pas précédemment fait l'objet de l'instruction d'un rapport de base, le présent rapport en réalisera l'examen [2] en même temps que le dossier de réexamen remis [1].

I.2. Activité du site et application de la réglementation IED

I.2.1 Présentation du site

La société ZINQ Loire (ex GALVA GAILLARD) exploite sur la commune de LA GRAND CROIX une installation spécialisée dans la galvanisation de pièces métalliques par immersion dans un bain de zinc liquide.

Le site comme les autres sites FRANCE GALVA ont été achetés en 2022 par le groupe allemand ZINQ (changement d'exploitant transmis aux services de l'Etat en mars 2023).

Ce groupe comprend 55 sites en Allemagne Belgique Pologne Hollande (15 en France). Le site GALVA GAILLARD (ZINQ La Grand Croix) produit 600 t par mois de produits galvanisés.

Le groupe a une politique environnementale ambitieuse qui se traduit par un Business model circulaire : zéro déchet, zéro carbone, zéro pollution.

A titre d'exemples : utilisation de zinc hollandais produit avec Electricité verte, partenariat avec clients du bâtiment pour l'utilisation matières et matériels à faible empreinte carbone Essai de recyclage de matériels qui se dégradent : dégalvanisation (bain acide) et regalvanisation.

Le groupe essaie de travailler sur les déperditions énergie (chauffage gaz du grand bain – Brevets par ZINQ pour chauffage à l'hydrogène, développé en Allemagne pour diffusion sur l'ensemble des sites).

I.2.2 Encadrement des activités

Le site, alors GALVA GAILLARD, a été soumis à l'obligation de remettre un bilan de fonctionnement décennal, et a établi celui-ci en mai 2011. Le rapport de l'inspection UT42-S5-012-0112-CD du 29.05.2012 en a procédé à l'examen.

Il est autorisé à exploiter par :

- l'arrêté préfectoral du 18.06.2001 n°18997 ;

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 16.08.2012 n° 274-DDPP-12;

- l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 19.09.2017 n° 371-DDPP-2017, régularisant la situation administrative du site.

Le site n'est par ailleurs plus soumis à garanties financières par arrêté préfectoral du 02.09.2014 n°338-DDPP-14 au regard des rubriques 2565 et 2567 de la nomenclature, en suite du Décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement.

I.2.3 Classements et rubriques IED

I.2.3.1 Classements des activités

L'article 1.2.1 de ce second APC de 2017 classe le site tel que rappelé par le tableau suivant. Les activités de l'établissement sont donc classées au titre des rubriques IED suivante (rubrique principale soulignée): 3230.c et 3260.

| N° rubrique | Activité | Volume | Régime classement |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 2565.2.a | Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibroabrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibroabrasion), le volume des cuves de traitement étant : a) Supérieur à 1500 L | 1680 m ³ | A |
| 2567.1.a | Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique 1. Procédés par immersion dans métal fondu, le volume des cuves étant : a) Supérieur à 1000 L | 40 381 L | A |
| 2910.A.2 | Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971 A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW | Séchoir : 230 kW Chaudière : 200 kW Brûleurs Bain de zinc : 1,8 MW soit 2,23 MW | DC |
| <u>3230.c</u> | Transformation des métaux ferreux : | 4,5 t/heure | |

| | | | |
|-------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|----------|
| | c) Application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure | | A |
| 3260 | Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes | 1680 m³ | A |
| 4510.1 | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë I ou chronique I, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t | 63,2 t | DC |

A : Autorisation — DC : Déclaration

L'exploitant reprend cette liste (cf. tableau 4 p. 25), cependant

* mise à jour par :

- la suppression du double classement entre rubriques 2565 et 3260 (cf. Décret 2019-292);
- la suppression de la rubrique 2910 (critère d'exclusion «I-4) générateur de chaleur direct » encadré par la « Fiche Technique K : Fours et séchoirs » ;

* mention de la rubrique 4511 à la place de la rubrique 4510.1 (erreur de classement).

I.2.3.2 Rubriques IED

Pour rappel, l'exploitant s'est vu confirmer par courrier du 24/06/2013 :

- comme activité principale la rubrique 3230-c ;
- comme BREF associé le BREF « Industrie des métaux non ferreux » ;

Le classement sous la rubrique 3260 relève du bénéfice de l'antériorité.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la transformation des métaux ferreux (FMP / *Ferrous Metals Processing*) qui concernent l'établissement au titre de la rubrique IED 3230c, sont parues par la Décision d'exécution UE 2022/2110 de la Commission du 11.10.2022, publiée au journal officiel de l'union européenne (JOUE) le 04.11.2022.

Par conséquent, un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 04.11.2023 au plus tard. Rappelant l'article R. 515-71-I du code de l'environnement, l'exploitant a transmis un dossier de réexamen par courrier du 15.12.2023, reçu le 27.12.2023.

Les rubriques IED 3230 et 3260 ne sont pas listées à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 qui prévoit des dispositions conformes aux meilleures techniques disponibles (JORF n°0044 du 21 février 2020) ; cet arrêté n'est donc pas applicable à la société ZINQ Loire.

Il est enfin à noter qu'il n'existe pas d'arrêté ministériel de prescriptions générales transcrivant les MTD du BREF « FMP ».

II. ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN

II.1.Complétude du dossier

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant répond aux attentes des articles R.515-58 et R.515-72 du code de l'environnement en matière de contenu. En effet, il contient :

- le périmètre IED ;
- les éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59 avec un travail de comparaison aux MTD (cf. § 4 ; 3 BREF référencés) ;
- aucune évaluation prévue au I de l'article R. 515-68, en l'absence de demande de dérogation formulée;
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ;

II.2 Positionnement sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 du CE.

L'exploitant s'est positionné en indiquant dans son dossier qu'il n'est pas nécessaire de revoir les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation au regard d'aucun des 3 alinéas de l'article R. 515-70-III du code de l'environnement.

II.3 .Analyse de l'inspection

L'examen du dossier transmis a porté sur :

- le périmètre d'applicabilité des documents BREF applicables aux installations ;
- l'analyse faite par l'exploitant de l'ensemble des MTD applicables à ses installations et de son positionnement quant à la conformité de ces installations.

II.3.1. Périmètre IED

Le « périmètre IED » de l'établissement est défini dans le dossier comme constitué de « *l'ensemble des installations industrielles du site, à l'exception des bureaux du bâtiment principal et ceux du bâtiment secondaire* ».

Cette définition de périmètre appliquée au site (exclusions des zones de bureaux) n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

II.3.2. Analyse des MTD

L'établissement est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et le document BREF (Best Reference Documents) sectoriel FMP relatif à la « *transformation des métaux ferreux* ». L'exploitant a également étudié les BREFs transversaux EFS (émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac) et ENE (efficacité énergétique). Le site n'est pas visé par le BREF STM « *traitement de surface des métaux et matières plastiques* ».

L'exploitant ne fait pas de demande de dérogation à un NEA-MTD et ne demande pas d'appliquer de MTD alternative. Il déclare cependant que des évolutions du site sont nécessaires pour respecter les MTD :

Tableau 9 : Echancier de réalisation des évolutions prévues sur le site de ZINQ Loire

| MTD concernée | Evolutions prévues | Echéancier |
|-------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| BREF FMP - MTD 2 | Compléter l'inventaire procédé avec les mentions de dangers des produits chimiques utilisés, les émissions diffuses du traitement de surface et les résultats de la surveillance des substances visées par le BREF en complément de l'autosurveillance actuelle | 31 décembre 2024 |
| BREF FMP - MTD 5 | Identification et intégration dans l'analyse environnementale des risques OTNOC ainsi que leurs causes et conséquences | 31 décembre 2024 |
| | Réalisation et formalisation de l'estimation des émissions pour chaque phase OTNOC identifiée | 31 décembre 2024 |
| BREF FMP - MTD 7 | Mesures des émissions diffuses d'HCl au-dessus des baignoires à intégrer dans le programme de surveillance à une fréquence annuelle | 31 décembre 2023 |
| BREF FMP - MTD 10 et 19 | Intégrer la consommation en énergie et en eau dans le SME et réaliser des audits internes | 31 décembre 2025 |
| BREF FMP - MTD 34 | Réaliser une procédure groupe sur la gestion des déchets | 31 décembre 2024 |

L'ensemble des délais présenté respecte l'échéance du 04.11.2026, correspondant à quatre années après la publication des conclusions sur les MTD au JOUE.

II.3.2.1 Positionnement par rapport aux seules MTD sans NEA-MTD

Un examen comparatif à l'ensemble des MTD sans NEA- MTD applicables aux installations de l'établissement a été réalisé par l'exploitant. L'inspection n'a pas de remarque sur cette analyse. L'exploitant indique que l'établissement sera conforme aux MTD applicables dans les délais prévus.

II.3.2.2 Positionnement par rapport aux niveaux d'émission associés aux MTD

Le dossier présente le positionnement de l'exploitant par rapport au respect des niveaux d'émission associés aux MTD (NEA- MTD) dans l'air, aucun rejet dans l'eau n'étant réalisé par le site (évacuation comme déchets).

Avec une période de retour de 3 ans, les NEA-MTD sont respectées pour les paramètres CO, NOx, Poussières dans leurs fourchettes basses. Les mesures sur le HCl n'ont été réalisées que pour deux campagnes, tout en étant inférieures au NEA-MTD (cf. évolution indiquée ci-dessus).

II.3.3. Examen des VLE et NEA-MTD

Le NEA-MTD des poussières ($< 2-5 \text{ mg/Nm}^3$) est inférieure à la VLE (30 mg/Nm^3). Il convient de modifier cette valeur par arrêté préfectoral complémentaire.

La VLE en NOx (200 mg/Nm^3) se situe dans la fourchette de NEA-MTD ($70-300 \text{ mg/Nm}^3$). La VLE en instantanée (800 mg/Nm^3 de l'APc de 2012 susvisé) tirée de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 est conservée.

Le CO ne dispose pas de VLE alors qu'une fourchette de NEA-MTD existe. Une mise à jour est à réaliser par arrêté préfectoral complémentaire.

Enfin, la VLE pour le HCl prévue par l'article 2.1.1 de l'APc du 16.08.2012, avec 20 mg/Nm^3 est à réaliser sur rejets canalisés. Or, la NEA-MTD, en plus d'être inférieure ($< 2-6 \text{ mg/Nm}^3$), s'entend dans la phase gazeuse au-dessus du bain de décapage (selon les MTD 7 et 62¹). Une mise à jour est à réaliser par arrêté préfectoral complémentaire.

III. RAPPORT DE BASE

Le rapport de base a été établi conformément aux préconisations du guide méthodologique établi par le ministère en charge de l'environnement et relatif à l'élaboration du rapport de base prévu par la directive IED. Il comporte les parties suivantes :

- description du site et de son environnement ;
- recherche, compilation et évaluation des données disponibles ;
mission de prélèvements, mesures, observations et analyses sur les sols ;
- évaluation des incertitudes ;
- conclusion et recommandations.

Les conclusions du rapport de base sont les suivantes :

- * absence de recommandation d'urgence à appliquer sur site ;
- * confirmation de la faible vulnérabilité des eaux souterraines avec une absence de nécessité d'investigations pour les caractériser ;
- * un état initial des sols synthétisé tel que

¹ Extrait de la Décision d'exécution 2022/2110 de la Commission du 11/10/2022 : « Lorsque les techniques a) ou b) de la MTD 62 ne sont pas applicables, la mesure de la concentration de HCl dans la phase gazeuse au-dessus du bain de décapage est effectuée au moins une fois par an. »

| TABLEAU 30 : DEFINITION DE L'ETAT INITIAL DES SOLS (INVESTIGATIONS SOCOTEC DE JUILLET 2023) | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Paramètres | Résultats analytique | Référentiels d'interprétation | Etat initial |
| Hydrocarbures totaux | Teneur significative de 650 mg/kg MS au droit du sondage S9 (bâtiment d'entretien et stockage – Horizon de remblais superficiels) par des fractions lourdes C22-C40. Teneurs cohérentes avec les teneurs moyennes des sols urbains pour l'ensemble des autres échantillons analysés. | Valeurs de Fond Géochimique Urbain (FGU) de la base de données BDSoIU - Vibrisse | Contamination ponctuelle au droit du sondage S9 sur le deuxième mètre superficiel. Absence d'autre impact relevé. |
| Hydrocarbures aromatiques polycycliques | Teneurs inférieures à la valeur de référence. | | Absence de contamination |
| Solvants aromatiques | Les teneurs mesurées sont inférieures aux limites de quantification de la méthode analytique du laboratoire pour l'ensemble des échantillons analysés. | Limites de quantification des méthodes analytiques | Absence de contamination |
| Eléments traces métalliques | Zinc : présence de teneurs significatives au droit du sondage S9 (4840 mg/kg MS entre 0,1 et 1 m puis 3370 entre 1 et 2 m), du sondage S8 et S6 avec respectivement (2430 et 2950 mg/kg MS), et de teneurs remarquables sur l'horizon superficiel du sondage S10 (1230 mg/kg MS). Les autres teneurs mesurées sont inférieures à la valeur de référence. Cadmium : dépassement quasi systématique de la valeur de référence sur les horizons superficiel principalement. Autres éléments : dépassement des valeurs de référence pour l'arsenic au droit de S2 et S7, pour le mercure au droit de S1, S2 et S6, pour le cuivre au droit de S6. | Gammes de valeurs observées dans les sols locaux jusqu'à 50 cm de profondeur (valeurs des vibrisses) issues des deux campagnes du RMQS | Contamination marquée en zinc au droit du bâtiment d'entretien et de stockage, décroissante en profondeur. Un autre spot est à noter en zinc au centre du site. Aucune contamination n'est retenue pour les autres ETM analysés. |
| Alcools et solvants polaires | Les teneurs mesurées sont inférieures aux limites de quantification de la méthode analytique du laboratoire pour l'ensemble des échantillons analysés. | Limites de quantification des méthodes analytiques | Absence de contamination |
| Chlorures | Les teneurs mesurées sont principalement comprises entre 24,9 et 176 mg/kg MS, excepté pour les échantillons S2/3-4 (teneur de 266 mg/kg MS) et S5/4-5 (teneur de 466 mg/kg MS). | Comparaison interne à l'échelle du site | Teneur ponctuellement remarquable au droit du sondage S5 en profondeur et dans une moindre mesure au droit du sondage S2. |
| pH | Des teneurs maximales sont toutefois observées pour les échantillons S8/0,1-1 et S10/0,1-1 avec des teneurs de, respectivement 10,5 et 9,5. Pour le reste du site, le niveau de pH est compris entre 6,1 et 9,2. | | Des pH globalement neutres ont été observés sur site. |

Le rapport ne remettant pas en question la validité sanitaire des terrains, il recommande que :

- « en cas de travaux (terrassement, changement de configuration du site) ou de projet de changement d'usage du site, la mise en œuvre d'investigations de dimensionnement des spots de contamination identifiés sera nécessaire afin de préciser l'emprise des contaminations en présence. Sur la base des résultats de dimensionnement, et en fonction de l'aménagement/usage projeté, il devra alors être envisagé la méthodologie de gestion des contaminations la plus adaptée (traitement simple par excavation en cas de volume limité et accessible, plan de gestion à engager sinon) » ;
- « dans le cas d'éventuels travaux de terrassements aux abords de ces secteurs, les déblais à évacuer du site devront faire l'objet d'une gestion spécifique (envoi en centre de stockage agréé selon la réglementation en vigueur) ».

L'inspection prend acte de la transmission par courrier en date du 15/12/2023 (Réf. DREAL : EAR-023-431) du rapport de base relatif à la société ZINQ Loire ; 10 des 13 produits du site comprennent des substances avec mention de danger, reprises en annexe du projet d'arrêté préfectoral.

Les conclusions du rapport de base sur l'état des sols et des eaux souterraines serviront de référence lors de la cessation, même partielle, de l'activité relevant de la directive IED, conformément à l'article R.515-75 du Code de l'Environnement. Les substances pour lesquelles il n'y a pas eu d'analyses réalisées dans les sols et/ou les nappes phréatiques se verront attribuer comme référence lors de la cessation d'activité celle du bruit de fond géochimique.

Conformément à l'article R. 515-60 du code de l'environnement, il convient d'actualiser les modalités de la surveillance des eaux souterraines et des sols prescrites à l'article 8.3 de l'arrêté préfectoral n°274-DDPP-12 du 18/08/2012.

IV. CONCLUSION DE L'INSPECTION

Compte-tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Loire de donner acte du dossier de réexamen relatifs aux installations de la société ZINQ Loire exploitées sur la commune LA GRAND-CROIX.

En application des articles R. 181-45 et R515-60 et R. 515-70 du code de l'environnement, l'inspection propose le projet de prescriptions techniques joint en annexe au présent rapport.

Considérant que cet arrêté consiste en une précision sur la rubrique principale du site, des régularisations réglementaires de classement et des mises à jour pour des valeurs limites d'émissions (VLE) inférieures, et en l'absence de demande de dérogation, l'inspection des installations classées propose qu'il ne soit pas soumis à l'avis des membres du CODERST.

Le projet d'arrêté préfectoral joint à ce rapport indique par ailleurs à l'exploitant que les MTD doivent être mises en œuvre à compter du 04.11.2026 et qu'est attendue périodiquement une surveillance réglementaire du sol et des eaux souterraines.

Enfin, en l'absence de demande de dérogation, les informations fournies par l'exploitant, nécessaires au réexamen des conditions d'autorisation de l'installation ne font pas l'objet d'une mise à disposition du public, conformément à l'article L. 515-29 du code de l'environnement.

L'inspecteur de l'environnement

Vérifié, approuvé et transmis à monsieur le préfet
du département de la Loire,

Denis DOUSSON

ANNEXE

Tableaux de positionnement extraits du dossier de réexamen [1]

Tableau 5 : Positionnement de ZINQ Loire par rapport au NPEA-MTD relatif à la consommation d'énergie

| Critère | N° MTD | Fourchette du BREF | Les valeurs d'émission actuelles sont-elles dans la fourchette NPEA-MTD ? | Valeur prévue d'être respectée à l'horizon des quatre ans |
|-----------------------------------------------------------|--------|-------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|
| Consommation d'énergie pour la galvanisation discontinuée | MTD 11 | 300-800 kWh/t (moyenne annuelle) | 2020 : 465 kWh/t 2021 : 458 kWh/t 2022 : 458 kWh/t Fourchette NPEA respectée | Oui |

Tableau 6 : Positionnement de ZINQ Loire par rapport au NPEA-MTD relatif à la consommation d'acide de décapage

| Critère | N° MTD | Fourchette du BREF | Les valeurs d'émission actuelles sont-elles dans la fourchette NPEA-MTD ? | Valeur prévue d'être respectée à l'horizon des quatre ans |
|------------------------------------------------------------------------|--------|------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|
| Consommation d'acide de décapage lors de la galvanisation discontinuée | MTD 14 | 13-30 kg/t d'acide chlorhydrique, 28 % en poids (moyenne sur 3 ans) | 17,7 kg/t en moyenne entre 2020 et 2022 Fourchette NPEA respectée | Oui |

Tableau 7 : Positionnement de ZINQ Loire par rapport aux NEA-MTD relatif aux rejets dans l'air

| Polluant | Tableau de référence NEA-MTD et note de bas de page (si applicable) | Fourchette du BREF (moyenne journalière ou sur la période d'échantillonnage) | VLE de l'arrêté préfectoral ou ministériel (en absence de valeur dans l'arrêté préfectoral) | Les valeurs d'émission actuelles sont-elles dans la fourchette NEA-MTD ? | Valeur prévue d'être respectée à l'horizon des quatre ans | Demande de dérogation aux NEA-MTD ? |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| Fumées de combustion du four de galvanisation (à 3% d'O₂) | | | | | | |
| Monoxyde de carbone | MTD 22 Tableau 1-13 | (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage) Niveau indicatif : 10-100 mg/Nm ³ | / | 2021 : 8,5 mg/Nm ³ 2022 : 26 mg/Nm ³ 2023 : 9,6 mg/Nm ³ Fourchette Indicative respectée | / | Non |
| Oxydes d'azote (NOx) | MTD 22 Tableau 1-13 | (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage) 70-300 mg/Nm ³ | 200 mg/Nm ³ sur un cycle de production - 800 mg/Nm ³ en instantané (APC 16/08/2012) | 2021 : 7 mg/Nm ³ 2022 : 78 mg/Nm ³ 2023 : 129 mg/Nm ³ Fourchette NEA respectée | Moyenne sur la période d'échantillonnage 200 mg/Nm ³ | Non |
| Fumées du bain de zinc | | | | | | |
| Poussières | MTD 26 Tableau 1.17 | (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage) < 2-5 mg/Nm ³ | 30 mg/Nm ³ (APC 16/08/2012) | 2020 : 0,18 mg/Nm ³ 2022 : 0,32 mg/Nm ³ 2023 : 0,00 mg/Nm ³ Fourchette NEA respectée | Moyenne sur la période d'échantillonnage 5 mg/Nm ³ | Non |
| Emissions diffuses des bains de décapage | | | | | | |
| HCl | MTD 62 Tableau 1.29 | (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage) < 2-6 mg/Nm ³ | / | <u>Campagne 2022 :</u> A l'émission : 0,23 mg/Nm ³ <u>Campagne 2023 :</u> A l'émission : 4,94 mg/Nm ³ Fourchette NEA respectée | Moyenne sur la période d'échantillonnage 6 mg/Nm ³ | Non |